



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 23478

Numéro SIREN : 804 483 808

Nom ou dénomination : MARAGA

Ce dépôt a été enregistré le 31/12/2014 sous le numéro de dépôt 121491



1412161001

DATE DEPOT :	2014-12-31
NUMERO DE DEPOT :	2014R121491
N° GESTION :	2014B23478
N° SIREN :	804483808
DENOMINATION :	MARAGA
ADRESSE :	20 rue Saint Nicolas 75012 Paris
DATE D'ACTE :	2014/11/04
TYPE D'ACTE :	PROCES VERBAL
NATURE D'ACTE :	REDUCTION DE CAPITAL
	MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)

14323 478

33

PA 4/11/14 RK
of ——— MJ

MARAGA

Société par actions simplifiée
au capital de 200.000 €
Siège social : 86 rue DeFrance – 94300 Vincennes

Greffe du tribunal de commerce de Paris Acte déposé le :	804.483.808 R.C.S. Créteil
31 DEC. 2014	
Sous le N° : R 21441	

PROCÈS-VERBAL
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ASSOCIÉS
DU 4 NOVEMBRE 2014

Les associés de la société MARAGA, (ci-après la "Société"), se sont réunis ce jour à 18 heures en assemblée générale extraordinaire au siège social.

L'assemblée générale est présidée par Monsieur Vincent Albert, en sa qualité de Président de la Société.

Le Président de la Société constate d'après la feuille de présence signée par les associés présents que les associés présents possèdent la totalité des actions composant le capital social de la Société.

Puis, Monsieur le Président déclare que l'unanimité des associés étant présents, le délai de convocation des statuts n'a pas eu à être respecté. Les associés déclarent par ailleurs avoir reçu toutes les informations et documents requis dans un délai suffisant et être donc en mesure de délibérer sur les projets de résolution figurant à l'ordre du jour de la présente assemblée en pleine connaissance de cause.

Le Président dépose ensuite sur le bureau les documents suivants, étant précisé que les associés reconnaissent avoir pu prendre connaissance de tous les documents et informations nécessaires ou utiles à leur décision:

1. le rapport du Président ;
2. la lettre de démission du Président ;
3. un exemplaire des statuts actuels de la Société ;
4. un exemplaire des statuts de la Société modifiés selon les projets de résolutions ;

5. le texte des projets de résolutions soumis à l'assemblée générale des associés ;
6. la copie des documents adressés aux associés sur leur demande ou tenus à leur disposition au siège avant l'assemblée.

* *

*

L'assemblée générale a été appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- lecture du rapport du Président ;
- réduction du capital social non motivée par des pertes par diminution de la valeur nominale des actions ;
- modifications corrélatives des statuts ;
- transfert du siège social ;
- modifications corrélatives des statuts ;
- prise d'acte de la démission du Président ;
- nomination d'un nouveau Président ;
- prise d'acte de la démission du Directeur Général ;
- pouvoirs ;
- questions diverses.

Le Président constate que les votes exprimés permettent de constater que les résolutions présentées aux associés ont été adoptées, comme suit :

PREMIÈRE RÉOLUTION

(Réduction du capital social par diminution de la valeur nominale des actions)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Président et étant rappelé que le capital social est actuellement composé de 2.000 actions de 100 euros de valeur nominale chacune, chaque action n'étant libérée qu'à moitié, soit pour un montant total de 100.000 euros à raison de 50 euros libérés par action d'une valeur nominale de 100 euros, décide :

- de réduire le capital de 100.000 euros, son montant passant ainsi de 200.000 à 100.000 euros ;

Y

- de procéder à cette réduction par voie de réduction de la valeur nominale de chaque action, cette valeur nominale passant de 100 à 50 euros par action ;
- que, compte tenu du fait qu'à ce jour le capital social de la Société n'est libéré que de moitié (chacune des actions étant libérée de moitié), cette réduction de capital a pour effet de réduire le capital au montant total des versements effectivement réalisés par les associés, à savoir 100.000 euros ;
- que cette réduction de capital n'entraînera aucun remboursement au profit des associés dans la mesure où chacune des actions composant le capital social de la Société n'était libérée que de moitié à la date des présentes ;
- qu'en conséquence, l'obligation des associés de libérer l'intégralité de leur souscription se trouve privée d'objet.

L'assemblée générale déclare cette réduction de capital définitive, et constate en conséquence que les actions sont désormais entièrement libérées.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

(Modification des statuts afin de refléter la réduction du capital)

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président, et en conséquence de la résolution précédente, décide de modifier l'article 7 des statuts de la Société comme suit :

« ARTICLE 7. – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 100.000 euros.

Il est divisé en deux mille (2.000) actions de cinquante (50) euros de valeur nominale, toutes entièrement libérées. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIÈME RÉSOLUTION

(Transfert du siège social)

L'assemblée générale décide de transférer le siège social à l'adresse suivante :

20 rue Saint-Nicolas
75012 Paris

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIÈME RÉOLUTION

(Modification des statuts afin de refléter le transfert de siège)

En conséquence de la résolution précédente, l'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article 4 des statuts de la Société comme suit :

« Le siège social de la société est établi à l'adresse suivante :

*20 rue Saint-Nicolas
75012 Paris. »*

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIÈME RÉOLUTION

(Prise d'acte de la démission du Président)

L'assemblée générale, connaissance prise de la lettre de démission de Vincent Albert, prend acte que sa démission de ses fonctions de Président prendra effet à l'issue de l'assemblée générale statuant sur la nomination de son successeur, c'est-à-dire à l'issue de la présente assemblée générale.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIÈME RÉOLUTION

(Nomination d'un nouveau Président)

En conséquence de la résolution précédente, l'assemblée générale décide de nommer Monsieur Jean-Baptiste Piette aux fonctions de Président de la Société pour une durée indéterminée.

Monsieur Piette exercera son mandat à titre gratuit.

Monsieur Piette, pressenti pour ses fonctions, a déclaré par avance les accepter si elles lui étaient confiées, et ne faire l'objet d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIÈME RÉOLUTION

(Prise d'acte de la démission du Directeur Général)

L'assemblée générale, connaissance prise de la lettre de démission de Jean-Baptiste Piette, prend acte que sa démission de ses fonctions de Directeur Général prend effet immédiatement.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

HUITIÈME RÉOLUTION
(Pouvoirs pour les formalités)

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt et de publicité légale, qui feront notamment courir le délai de vingt jours prévu par la loi en vue de permettre aux créanciers d'inscrire leur opposition à la réduction du capital non motivée par des pertes, conformément à l'article L.225-205 du Code de commerce.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

° °
°

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à .

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les deux associés.

* *
*



Vincent Albert, associé



Jean-Baptiste Piette,
Président et associé

Enregistré à : SIE DE SAINT MAUR DES FOSSES

Le 02/12/2014 Bordereau n°2014/1 103 Case n°33

Ext 8340

Enregistrement : 125 € Pénalités :

Total liquidé : cent vingt-cinq euros

Montant reçu : cent vingt-cinq euros

L'Agent administrative des finances publiques

Marguerite RADEGONDE
Agent
des Finances publiques

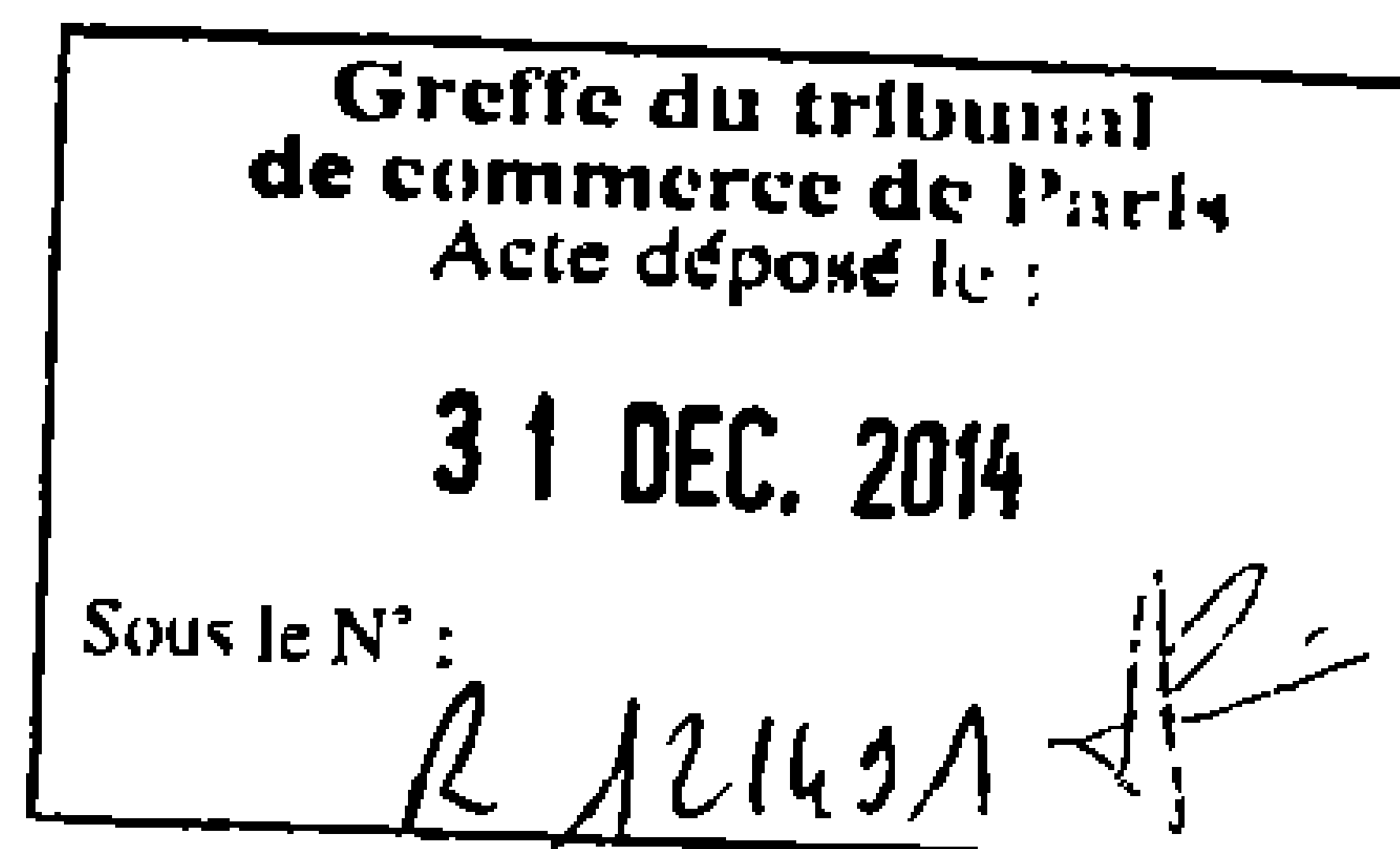


1412161002

DATE DEPOT :	2014-12-31
NUMERO DE DEPOT :	2014R121491
N° GESTION :	2014B23478
N° SIREN :	804483808
DENOMINATION :	MARAGA
ADRESSE :	20 rue Saint Nicolas 75012 Paris
DATE D'ACTE :	2014/11/04
TYPE D'ACTE :	STATUTS A JOUR
NATURE D'ACTE :	

14 B 23472

MARAGA



Société par Actions Simplifiée au capital social de 100.000 Euros

Siège social : 20 rue Saint-Nicolas – 75012 Paris

STATUTS

Mis à jour le 4 novembre 2014


certifiés conformes

Les soussignés :

Monsieur Vincent ALBERT, divorcé, né le 15/04/1973 à Noisy-Le-Sec (93), de nationalité française, domicilié 86, rue Defrance - 94300 Vincennes ;

Monsieur Jean Baptiste PIETTE, marié à Madame Valérie AULA sous le régime de la communauté des biens réduite aux acquêts, né le 13/12/1979 à Villeurbanne (69), de nationalité française, domicilié 20, rue Saint-Nicolas - 75012 Paris ;

Ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiée qu'ils ont décidé de constituer entre eux.

Les conjoints des associés mariés sous le régime de la communauté ont été dûment avertis conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, de l'apport fait par leur conjoint au moyen de deniers appartenant à la communauté.

TITRE I

FORME – OBJET - DENOMINATION SOCIALE

SIEGE - DUREE

Article 1. – FORME

La société a la forme d'une société par actions simplifiée et sera régie par les lois en vigueur, et notamment par les articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de commerce relatifs aux sociétés par actions simplifiées et par les présents statuts.

Il est expressément précisé que la société peut, à tout moment au cours de la vie sociale, ne compter qu'un seul associé.

Article 2. – OBJET

La société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

- L'exploitation de salles dédiées à la pratique sportive, à la vente d'articles de sport, à l'enseignement de la pratique sportive ;
- La création, l'acquisition, l'exploitation, la location, la prise en gérance, comme la participation dans tous fonds de commerces, installations techniques, industrielles, commerciales, la prise de participation dans toutes sociétés pouvant se rattacher, directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'objet social et à tous objets sociaux similaires, connexes et plus généralement, toutes opérations industrielles,

commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser l'extension ou le développement ;

Article 3. – DENOMINATION

La dénomination de la société est : **MARAGA**

Tous les actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société par actions simplifiée " ou des initiales "SAS", de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 4. – SIEGE SOCIAL

Le siège social de la société est établi à l'adresse suivante :

20 rue Saint-Nicolas
75012 Paris

Il peut être transféré en tout lieu en France par décision du président.

Article 5. – DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf cas de dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Article 6. – APPORTS

Lors de la constitution de la société, il a été procédé à des apports en numéraire, à savoir :

- Monsieur Vincent ALBERT apporte la somme de 100.000 euros (cent mille euros) ;
- Monsieur Jean Baptiste PIETTE apporte la somme de 100.000 euros (cent mille euros) ;

Montant total des apports en numéraire : 200.000 euros (deux cent mille euros).

Le capital social a été libéré à hauteur de 100.000 euros.

Le versement des fonds correspondants a été constaté par un certificat établi par la banque BNP Paribas Agence de Vincennes à 158 Rue de FONTENAY 94300 VINCENNES ; certificat dont un exemplaire est annexé aux présents statuts ;

Cette somme sera retirée par la présidence sur présentation du certificat du greffe du Tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au RCS.

Les apports en numéraire non libérés immédiatement seront versés au compte de la société, sur appel de fonds de la présidence et au plus tard dans les 5 ans qui suivent l'immatriculation de la société.

Article 7. – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 100.000 euros.

Il est divisé en deux mille (2.000) actions de cinquante (50) euros de valeur nominale, toutes entièrement libérées.

Article 8. – MODIFICATIONS DU CAPITAL

8.1. – Augmentation du capital :

Le capital social peut être augmenté – soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par élévation de la valeur nominale des titres de capital existants – par décision collective des actionnaires prise sur le rapport du président et dans les conditions de majorité prévues à l'article 20 des présents statuts.

La collectivité des associés peut déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En tout état de cause, aucune souscription publique ne pourra être ouverte.

Les actionnaires ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs associés dénommés, dans le respect des conditions prévues par les dispositions légales. Les actionnaires peuvent aussi renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Il peut être décidé de limiter une augmentation de capital contre numéraire au montant des souscriptions, dans les conditions prévues par la loi.

Toute personne n'ayant pas la qualité d'actionnaire ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par les associés statuant dans les conditions précisées sous l'article 10.2 ci-après pour l'autorisation des cessions d'actions. L'attributaire des actions nouvelles doit dans ce cas solliciter son agrément au moment de la souscription.

8.2. – Réduction du capital :

Le capital social peut être réduit, en vertu d'une décision collective des actionnaires, prise sur le rapport du président et dans les conditions de majorité prévues à l'article 20 des présents statuts, par voie de réduction du nombre d'actions ou de leur valeur nominale, notamment dans les cas de pertes constatées.

Article 9. – FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles sont inscrites en compte selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Article 10. – CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

10.1. – Forme de la cession ou de la transmission

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

En cas de transmission d'actions, pour quelque cause que ce soit, les bénéficiaires de la mutation devront fournir à la société tous documents justifiant la régularité de leurs droits.

10.2. – Droit de préemption et clause d'agrément.

10.2.1. – Toute cession d'actions à un tiers à la société est soumise à l'agrément de la société après exercice, dans les conditions fixées ci-après, du droit de préemption au profit des actionnaires de la société.

Ce droit d'agrément s'applique à toute cession ou mutation, à titre onéreux ou gratuit, alors même que la cession aurait lieu, par voie d'adjudication publique, en vertu d'une décision judiciaire.

Il est également applicable en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission, en cas de dévolution successorale ou de liquidation de communauté de biens et, en cas d'augmentation de capital, il s'applique à la cession des droits d'attribution ou de souscription, comme aux renonciations aux droits de souscription en faveur de bénéficiaires dénommés.

La présente clause ne peut être modifiée qu'à l'unanimité des associés.

10.2.2. – Le cédant doit notifier son projet de cession au président et à chacun des autres associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ; il doit indiquer l'identité du cessionnaire proposé (nom ou dénomination sociale, adresse ou siège social), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession et les principales conditions de la cession.

Le cessionnaire proposé doit être de bonne foi.

Cette notification vaut offre de cession aux prix et conditions indiqués au profit de tous les actionnaires. Dans les trente jours de la réception de cette notification, le président porte à la connaissance de tous les actionnaires, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les conditions de forme et de délai régissant l'exercice des droits de préemption.

10.2.3. – Chaque actionnaire doit, s'il désire exercer son droit de préemption, le notifier à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, ce dans les trente jours de la notification du projet de cession qui lui a été faite.

À défaut pour l'actionnaire de notifier, dans le délai ci-dessus, qu'il entend exercer ce droit, il est réputé y avoir définitivement renoncé pour la cession en cause.

Lorsque le nombre total des actions que les actionnaires bénéficiaires du droit de préemption ont déclaré acquérir est supérieur au nombre d'actions concernées, et faute d'accord entre lesdits bénéficiaires, les actions concernées sont réparties entre eux au prorata de leur participation dans le capital social, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, mais dans la limite de leur demande.

10.2.4. – Dans les 40 jours de la notification du projet de cession par le cédant, le président décompte les droits de préemption exercés.

Si ces droits sont exercés pour la totalité des actions offertes, le président établit une liste des actionnaires avec l'indication du nombre d'actions préemptées par chacun d'eux et la transmet, sans délai, au cédant et à tous les actionnaires.

Si les droits de préemption n'absorbent pas la totalité des actions dont la cession est projetée, la société peut, avec l'accord du cédant, acquérir les actions concernées non préemptées ; elle sera tenue de céder les actions rachetées dans un délai de six mois ou de les annuler en

procédant à une réduction de capital, conformément aux dispositions de l'article L. 227-18, alinéa 2, du Code de commerce.

À défaut d'accord du cédant sur le rachat par la société des actions non préemptées, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'actionnaire cédant sera libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées, sous réserve de la procédure d'agrément prévue ci-après.

10.2.5. – En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai de 30 jours contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

Dans le cas contraire, la cession au tiers proposé par le cédant doit être soumise, par le président, dans un délai de trois mois à compter de la notification du projet de cession, à l'agrément des actionnaires.

La décision d'agrément est prise à la majorité de 2/3 le cédant ne prenant pas part au vote.

Dans un délai de 30 jours à compter de la notification de la demande d'agrément, le président est tenu de notifier au cédant si la société accepte ou refuse la cession projetée.

À défaut de notification dans ledit délai, l'agrément est réputé acquis au cessionnaire de bonne foi et le cédant éventuel pourra réaliser la cession dans un délai de 2 mois.

Le cédant devra adresser à la société, dans les 15 jours de la notification de la décision d'agrément qui lui sera faite par le président, les ordres de mouvement portant sur la cession des actions ; l'inscription au compte des actionnaires acheteurs sera effectuée dès réception desdits ordres de mouvement.

Le prix de cession est réglé comptant au cédant dès réception de l'ordre de mouvement dûment signé.

Faute pour le cédant d'adresser les ordres de mouvement relatifs à la cession des actions dans les huit jours, la cession sera constatée par le président.

10.2.6. – Si l'agrément est refusé, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite par le président, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à la société, qu'il renonce à son projet de cession.

À défaut de renonciation de la part du cédant, le président est tenu de faire acquérir la totalité des actions, avec le consentement du cédant, par la société ; la société sera tenue de céder les actions rachetées dans un délai de six mois ou de les annuler en procédant à une réduction de capital,

À cet effet, il provoquera alors une décision collective des associés, pour statuer sur le rachat des actions par la société et sur la réduction du capital.

Le prix de cession est réglé par la société selon les modalités fixées ci-après à l'article 10.3 des statuts.

10.2.7. – Toute cession effectuée en violation de la procédure d'agrément ainsi prévue est nulle.

10.3. – Le prix de cession est fixé d'un commun accord entre le cédant et les acquéreurs ; à défaut d'accord entre les parties, le prix de cession est déterminé par expert conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Article 11. – INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société qui ne connaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société et aux assemblées par un mandataire unique ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner judiciairement un mandataire chargé de les représenter.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour les décisions concernant la répartition des bénéfices et au nu-propriétaire dans les autres cas.

TITRE III

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE

Article 12. – PRESIDENCE

12.1. – Nomination du président

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale.

12.2. – Représentation de la société par le président. Attributions

12.2.1. – Rapports avec les tiers

Le président représente la société à l'égard des tiers.

Le président est investi, en vertu de la loi, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux associés.

La société est engagée même pour les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation par les présents statuts des pouvoirs du président est inopposable aux tiers.

12.2.2. – Dans les rapports entre associés

Le président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société.

Dans les rapports entre associés, le président peut accomplir tous actes de direction, de disposition de gestion et d'administration de la société, dans la limite de l'objet social et des prérogatives des décisions d'associés.

12.2.3. – Arrêté des comptes

Le président arrête les comptes à la fin de chaque exercice social, en se conformant aux prescriptions légales et réglementaires, en dressant l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif, le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Il établit le rapport de gestion prescrit par la loi.

12.3. – Délégations de pouvoirs

Le président peut, dans la limite de ses attributions, conférer toute délégation de pouvoirs en vue de la réalisation d'opérations déterminées.

12.4. – Rémunération

La rémunération du président peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

Le montant et les modalités de règlement de cette rémunération seront fixés par décision collective des associés, lors de l'approbation annuelle des comptes.

Il aura droit en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

12.5. – Responsabilité du président

Le président est responsable envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés anonymes, soit des violations des présents statuts, soit des fraudes commises dans sa gestion.

12.6. – Durée des fonctions de président

Le mandat du président est à durée indéterminée.

Les fonctions du président prennent fin par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou la liquidation judiciaire, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

Le président est révocable à tout moment par les autres actionnaires statuant aux conditions prévues pour les décisions ordinaires à l'article 20 ci après.

La cessation des fonctions de président, pour telle cause que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Si le président ne peut plus exercer ses fonctions, un nouveau président sera désigné, parmi les actionnaires, à l'unanimité des autres associés.

Article 13. – DIRECTEUR GENERAL

13.1. – Qualité et nombre

Le président pourra être assisté d'un directeur général, personne physique, associée ou non de la société.

Sur la proposition du président, le directeur général est nommé par une décision collective des associés délibérant aux conditions prévues à l'article 20 ci-après.

La durée des fonctions du directeur général est fixée dans la décision de nomination. Son mandat est renouvelable sans limitation.

13.2. – Mission et pouvoirs

Il dispose des mêmes pouvoirs de représentation de la société vis-à-vis des tiers que le président.

13.3. – Démission. Révocation

Le directeur général pourra démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis d'un mois.

Il est révocable à tout moment, par la collectivité des associés statuant aux conditions prévues à l'article 20 ci-après.

En cas de décès, démission ou révocation du président, le directeur général conserve, sauf décision contraire des associés délibérant dans les conditions prévues à l'article 20 ci-après, ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

13.4. – Rémunération

La décision collective nommant le directeur général fixe les modalités de sa rémunération.

Article 14. – DECISIONS DES ASSOCIES

Les actes et opérations ci-après ne peuvent être accomplis par le président et/ou le directeur général seul et sont obligatoirement de la compétence des associés :

- L'augmentation, réduction ou amortissement du capital ;
- La nomination des commissaires aux comptes ;
- Toutes questions relatives à l'approbation des comptes annuels et aux bénéfices ;
- Les opérations de fusion, scission, dissolution et transformation en une autre forme.
- L'insertion ou la modification des clauses statutaires d'agrément, d'inaliénabilité des actions, d'information lors du changement de contrôle d'une société associée ou d'exclusion ;
- L'approbation des conventions réglementées, telles que visées à l'article 15 des présents statuts ;
- L'exclusion d'un actionnaire ;
- L'agrément d'un cessionnaire d'actions.

Article 15. – CONVENTIONS REGLEMENTEES

15.1. – Domaine

Toute convention, à l'exception de celles portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant directement ou par personne interposée entre la société et son président, ses autres dirigeants, un actionnaire détenant plus de 10% des droits de vote ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant, doit être soumise au contrôle des associés.

15.2. – Procédure

Le président présente aux associés un rapport sur ces conventions ; les associés devront statuer sur ce rapport lors de la réunion d'approbation des comptes annuels ; ce rapport est joint aux documents adressés aux associés en cas de consultation à distance.

Le refus de ratification par les associés n'entraîne pas la nullité des conventions en cause, mais les conséquences dommageables pouvant en résulter pour la société restent à la charge du président, du dirigeant et/ou de l'associé contractant. Si la convention est passée par plusieurs dirigeants et/ou associés, leur responsabilité est solidaire.

Dans tous les cas les conventions produisent leurs effets.

15.3. – Conventions interdites

Il est par ailleurs interdit au président, ou au directeur général, à peine de nullité du contrat, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers.

15.4. – Conventions libres

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises au contrôle des associés.

Article 16. – INFORMATION DES SALARIES

Le directeur général est l'organe social auprès duquel les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par les articles L. 2323-66 et L. 2323-67 du Code du Travail.

TITRE IV

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 17. – COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un commissaire aux comptes n'est pas obligatoire.

Si les conditions légales sont réalisées, le président désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES

Article 18. – MODALITES DE CONSULTATION DES ASSOCIES

18.1. – Toutes les décisions pourront également être prises au choix du président en assemblée, à distance, par voie de consultation écrite ou d'un vote électronique, par conférence vidéo ou encore être prises dans un acte signé par tous les associés, au choix du président.

18.2. – Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le président.

À défaut, elles peuvent être également convoquées par le directeur général, le commissaire aux comptes ou par un mandataire de justice dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

La convocation des assemblées générales est faite, aux frais de la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou bien par tout procédé de communication écrite tel que télécopie ou voie électronique, adressée à chacun des actionnaires quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Les assemblées sont convoquées au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation.

L'ordre du jour de l'assemblée qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par le président.

18.3. – L'assemblée est présidée par le président ou, en son absence, par un associé désigné par l'assemblée.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence : celle-ci dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires, est certifiée exacte par le président.

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé.

18.4. – En cas de consultation écrite, le président doit adresser à chaque associé, aux frais de la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou bien par tout procédé de communication écrite tel que télécopie ou voie électronique, en même temps qu'un formulaire de vote par correspondance, le texte des résolutions proposées, accompagné de son rapport et le cas échéant, du rapport du commissaire aux comptes.

Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit.

18.5. – Le vote à distance des associés pourra s'effectuer sous forme de courrier électronique ; à cette fin, la société devra recueillir le consentement de chaque actionnaire destinataire des envois matérialisés de documents.

Une assemblée pourra valablement être convoquée verbalement et être tenue sans délai ; dès lors que tous les actionnaires sont présents.

Article 19. – DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Les documents suivants doivent être communiqués à chacun des associés avant toute décision collective ou doivent leur être adressés avant toute assemblée ou en même temps que le formulaire de vote à distance en cas de consultation écrite ou de vote par voie électronique :

- Rapport du président ;
- Textes des projets de résolution ;
- Le rapport du commissaire aux comptes.

S'il s'agit de l'approbation des comptes sociaux, les comptes annuels, les comptes consolidés, le rapport de gestion du groupe, ainsi que le tableau des résultats de la société au cours de chacun des exercices clos depuis la constitution ou des cinq derniers devront être adressés aux associés en même temps que la lettre de convocation à l'assemblée ou mis à leur disposition en même temps que le formulaire de vote à distance.

Article 20. – PARTICIPATIONS AUX DECISIONS COLLECTIVES – REPRESENTATION NOMBRE DE VOIX - CONDITIONS DE MAJORITE

Tout actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sous réserve de la déchéance encourue pour défaut de libération, dans le délai prescrit des versements exigibles sur ses actions.

Le droit de participer aux décisions collectives est subordonné à l'inscription en compte des actions au nom de leur titulaire au plus tard à la date de la décision collective.

Dans les assemblées, chaque actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire.

Un actionnaire ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses actions et voter en personne du chef de l'autre partie.

Chaque action donne droit à une voix au moins

Sauf dispositions spécifiques différentes des statuts, les décisions collectives sont prises :

- Pour les décisions ordinaires qui ne modifient pas les statuts à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, votant à distance ou représentés ;
- Pour celles entraînant une modification des statuts, sauf transfert du siège social, à la majorité des 2/3 des voix dont disposent les actionnaires présents, votant à distance ou représentés ; toutefois les décisions portant sur une augmentation de capital exclusivement par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, sont prises comme ci-dessus, aux conditions de majorité prévues pour les décisions à caractère ordinaire ;
- A l'unanimité s'agissant :
 - o Des décisions visant à adopter ou à modifier les clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, l'agrément des cessions d'actions, l'exclusion et la suspension d'un actionnaire ;
 - o De celles modifiant les conditions de majorité et de vote des décisions collectives ;
 - o De la modification des règles relatives à l'affectation du résultat ;
 - o De la transformation de la société en une autre forme.

Article 21. – PROCES-VERBAUX

Toute décision collective prise par les associés est constatée par un procès-verbal, dressé et signé par le président et les autres actionnaires.

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux, tenus au siège social, cotés et paraphés.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles, numérotées sans discontinuité, paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de délibérations des actionnaires sont valablement certifiées conformes par le président.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL – COMPTES

BENEFICES - DIVIDENDES

Article 22. – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 30 septembre 2015.

Article 23. – COMPTES ANNUELS

23.1. – Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales.

23.2. – À la fin de chaque exercice social, le président arrête les comptes annuels et le cas échéant, les comptes consolidés, conformément aux dispositions du titre II du livre I du Code de commerce.

Il établit un rapport de gestion écrit exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi.

23.3. – les comptes annuels et le rapport de gestion sont tenus, au siège social, à la disposition des commissaires aux comptes, un mois au moins avant la convocation de l'assemblée des

actionnaires appelés à statuer sur les comptes annuels de la société ou la consultation écrite des associés.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, le Président ou le Directeur Général doit provoquer une décision collective des associés aux fins d'approbation des comptes de l'exercice écoulé. Lors de la même consultation, le cas échéant, les associés approuveront ou rejetteront les conventions intervenues directement ou indirectement entre le président, un dirigeant ou un actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote et la société.

L'intéressé ne pourra pas prendre part au vote sur ces conventions.

Article 24. – FIXATION, AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice, sans qu'il soit tenu compte de leur date d'encaissement ou de paiement.

Il fait apparaître, par différence après déduction des amortissements ou des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, s'il en existe, diminué le cas échéant des pertes antérieures, sont d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi. Ainsi, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et augmenté du report bénéficiaire.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont soit imputées sur les comptes de réserves de la société, soit portées sur le compte report à nouveau.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par les associés. Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes des actions sont payés au propriétaire sur présentation de son attestation d'inscription en compte.

Les dividendes régulièrement perçus ne peuvent faire l'objet ni d'une retenue, ni d'une restitution. Ils sont acquis à chaque actionnaire, définitivement et individuellement.

Une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions peut être offerte à chaque associé.

TITRE VII

TRANSFORMATION – DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 25. – TRANSFORMATION

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, le cas échéant, sur le rapport du commissaire aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités.

La transformation en SARL est décidée dans les conditions prévues pour la modification des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

Article 26. – DISSOLUTION - LIQUIDATION

26-1. – La dissolution anticipée est prononcée par les actionnaires dans les conditions prévues à l'article 20 des statuts.

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés décident, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de

réduire le capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée doit être publiée.

A défaut de décision collective prise dans les conditions ci-dessus, ou dans le cas où aucune décision n'a pu être prise, ou encore, si les dispositions du troisième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées, tout intéressé pourra demander la dissolution de la société devant le tribunal de commerce.

La dissolution n'est opposable aux tiers qu'à compter de l'accomplissement des formalités de publicité au registre du commerce et des sociétés.

26-2. – La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots « société en liquidation ».

Le liquidateur est nommé par la décision qui prononce la dissolution.

Le liquidateur peut être choisi parmi les actionnaires ou en dehors d'eux.

La collectivité des actionnaires garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale.

Les actionnaires sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du liquidateur et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

TITRE VIII

PERSONNALITE MORALE – FORMALITES

POUVOIRS –CONTESTATIONS

Article 27. – PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Créteil.

Article 28. – ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Est annexé aux présents statuts un état des actes accomplis pour le compte de la société en cours de formation.

•

•

Article 29. – POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au président pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi.

Article 30. – FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture la constitution de la présente société seront portés au compte "frais de premier établissement".